

MAZARS

BAIKOWSKI

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

MAZARS

PARC DES GLAISINS - 13, AVENUE DU PRE FELIN - ANNECY-LE-VIEUX - 74940 ANNECY

TEL : +33 (0) 4 50 45 08 88

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES ET A LA
COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LYON

CAPITAL DE 5 986 008 EUROS - RCS LYON 351 497 649

SIEGE SOCIAL : LE PREMIUM - 131, BOULEVARD STALINGRAD - 69624 VILLEURBANNE CEDEX

BAIKOWSKI

Siège Social : 1046, route de Chaumontet, 74330 Poisy
Société anonyme au capital de 4 589 581,25 €
303 970 388 RCS ANNECY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de la société Baikowski,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Baikowski relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 16 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les stocks et en-cours figurent au bilan au 31 décembre 2019 pour un montant net de 10 149 milliers d'euros et représentent un des postes les plus importants du bilan. Comme indiqué dans la note « Méthodes d'évaluation – Stocks », les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Nos travaux ont consisté à examiner les données, à apprécier les hypothèses retenues par la direction pour évaluer les coûts de production, en particulier la capacité normale de production, et à comparer les hypothèses retenues pour la période précédente avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 16 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BAIKOWSKI
Comptes Annuels
Exercice clos le
31 décembre 2019

Fait à Annecy, le 23 avril 2020

Le Commissaire aux comptes

M A Z A R S

BRUNO POUGET

3.8. Comptes sociaux annuels et annexe

3.8.1. Comptes sociaux annuels de Baikowski SA

Bilan

Actif (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Concessions, brevets et droits similaires	612	431
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains	1 395	1 327
Constructions	6 862	6 769
Installations techniques, matériel, outillage	9 385	10 676
Autres immobilisations corporelles	2 626	1 851
Immobilisations en cours	629	1 356
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Autres participations	6 179	1 680
Prêts	81	53
Autres immobilisations financières	219	214
ACTIF IMMOBILISE	27 988	24 357
STOCKS ET EN-COURS		
Matières premières, approvisionnements	3 967	3 882
En-cours de production de biens	3 330	2 885
Produits intermédiaires et finis	2 669	2 874
Marchandises	183	225
Avances et acomptes versés sur commandes		4
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	5 926	3 339
Autres créances	3 442	2 452
DIVERS		
Disponibilités	3 945	3 881
COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	67	83
ACTIF CIRCULANT	23 530	19 625
Ecarts de conversion actif	95	1
TOTAL GENERAL	51 613	43 983

Bilan

Passif (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé :	4 590	4 590
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 959	1 959
Réserve légale	421	421
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	9 343	4 858
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 105	4 486
Subventions d'investissement	34	57
CAPITAUX PROPRES	19 452	16 370
Provisions pour risques	180	739
Provisions pour charges	1 440	1 335
PROVISIONS	1 621	2 074
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 885	14 738
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	2 239	2 237
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 303	5 052
Dettes fiscales et sociales	2 527	3 062
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	503	333
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	30 456	25 422
Ecart de conversion passif	84	117
TOTAL GENERAL	51 613	43 983

Compte de résultat (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	814	692
Production vendue de biens	32 302	34 947
Production vendue de services	716	339
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	33 833	35 978
Production stockée	(606)	2 577
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	16	49
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges	4 099	2 191
Autres produits	607	424
PRODUITS D'EXPLOITATION	37 950	41 218
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	529	520
Variation de stock (marchandises)	42	(71)
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)	9 125	10 536
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	890	(1 240)
Autres achats et charges externes	9 517	11 052
Impôts, taxes et versements assimilés	635	788
Salaires et traitements	6 704	6 076
Charges sociales	3 404	3 889
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 465	3 287
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	1 448	2 481
Dotations aux provisions	178	123
Autres charges	1 644	773
CHARGES D'EXPLOITATION	37 582	38 215
RESULTAT D'EXPLOITATION	368	3 003
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	2 432	1 899
Autres intérêts et produits assimilés	15	16
Différences positives de change	41	7
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	15	
PRODUITS FINANCIERS	2 503	1 922
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	8	
Intérêts et charges assimilées	219	186
Différences négatives de change	94	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	2	
CHARGES FINANCIERES	323	186
RESULTAT FINANCIER	2 179	1 736
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	2 547	4 739
Produits exceptionnels sur opérations en capital	71	23
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	71	23
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	48	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	48	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	23	23
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		162
Impôts sur les bénéfices	(535)	114
TOTAL DES PRODUITS	40 523	43 163
TOTAL DES CHARGES	37 418	38 677
BENEFICE OU PERTE	3 105	4 486

Le chiffre d'affaires 2019 est de 33 833 K€ dont 906 K€ en France et 32 927 K€ à l'export.

3.8.2. Annexe aux comptes sociaux annuels

Tous les montants figurant dans ces notes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

3.8.2.1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence. Le bilan de l'exercice présente un total de 51 613 k€.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de produits de 40 523 K€ et un total de charges de 37 418 K€, dégageant ainsi un résultat de 3 105 K€. L'exercice considéré, d'une durée de 12 mois, débute le 1er janvier et finit le 31 décembre. Cet exercice est comparable avec le précédent.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général. Règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018 et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018
- la loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 novembre 1983

Aucune transaction avec les parties liées n'est à mentionner au titre des Règlements 2010-02 et 2010-03 du 2 septembre 2010 de l'Autorité des Normes Comptables, étant précisé que les transactions ne sont pas significatives et/ou sont toutes conclues à des conditions normales de marché.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Celle retenue pour le traitement des frais d'acquisitions des différentes catégories d'actifs est la comptabilisation en charge de l'exercice.

3.8.2.2. Méthodes d'évaluation

Fonds Commercial

Les éventuels fonds commerciaux se composent principalement d'éléments incorporels dont la durée d'usage est présumée illimitée. Les valorisations annuelles réalisées permettent de justifier la valeur de ces fonds telle qu'inscrite dans les comptes annuels.

Le fonds commercial (78 k€) est totalement amorti.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Les amortissements des immobilisations sont principalement calculés suivant le mode linéaire et selon les durées d'utilité suivantes :

- Logiciels = 1 à 5 ans
- Constructions = 30 ans
- Mat. et outillage industriel = de 3 à 20 ans
- Installations techniques = 5 à 15 ans
- Agencements et aménagement des constructions = 6 à 20 ans
- Véhicules = de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau = 5 à 10 ans
- Matériel informatique = 3 à 5 ans

La base amortissable est déterminée à partir de la valeur d'achat des biens, la société ne disposant pas d'élément permettant de définir précisément une valeur résiduelle. Aucune immobilisation n'a fait l'objet d'une approche par composant, aucun composant significatif n'ayant été identifié.

Les dépenses de recherches et développement sont comptabilisées en charge de l'exercice. Par ailleurs, les coûts d'emprunt finançant les actifs ne sont pas incorporés à la valeur de ces actifs.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des dépôts et cautionnements versés par la société.

Le cas échéant, les titres de participation et les créances rattachées sont inscrits à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si cette valeur est inférieure à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres de participation est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice corrigé des éventuelles plus-values latentes, la rentabilité des sociétés concernées, leurs perspectives d'avenir.

En 2019, Baikowski a acquis 100 % de la société Mathym.

Stocks

Les stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises sont valorisés au coût d'achat selon la méthode premier entré premier sorti (FIFO). Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un problème de vétusté, quand le prix de vente attendu est inférieur au coût d'achat ou au prix de revient en fonction de l'évolution des marchés et des perspectives d'écoulement des stocks, ou quand la quantité en stock d'une référence est supérieure aux ventes de cette référence sur l'exercice 2019, dépréciation de 50 % de la valeur de l'excédent de stock par rapport aux ventes de cette référence sur l'exercice 2018.

Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 2 ans sont dépréciées de 50 %. Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 4 ans sont dépréciées à 100 %.

Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.

Sur l'exercice, les reprises de provisions pour risques et charges se sont élevées à 773 K€ dont 773 K€ de provisions non utilisées (73 K€ de provision médailles et 700 K€ de provision préventive).

Engagements de retraite

Méthode retenue : méthode des unités de crédit projetées (au prorata de l'ancienneté). Les dirigeants ne sont pas concernés.

Hypothèses :

- Taux d'actualisation : 0.80 %
- Taux d'augmentation des salaires par catégorie :
 - Ouvriers et Employés : entre 3.02 % et 1% en fonction de l'âge
 - Techniciens et Agents de Maîtrise : entre 4.26% et 1% en fonction de l'âge
 - Cadres : entre 3% et 1% en fonction de l'âge
- Table de mortalité : INSEE 2013-2015 par sexe
- Age de départ à la retraite : Age « taux plein » sécurité sociale.

A la clôture de l'exercice, l'engagement s'élève à : 1 372 K€

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie ; cela conduirait en effet indirectement à donner une rémunération individuelle.

Crédit Impôt Recherche

Sur l'exercice, un crédit d'impôt recherche a été constaté pour 586 K€.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi

Le CICE a été transformé en réduction de charges sociales en 2019.

Autres engagements hors bilan

Des emprunts dont le capital restant dû au 31 décembre s'élève à 20 885 K€ font l'objet d'une clause d'exigibilité qui pourrait s'appliquer si le niveau des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social. Par ailleurs, il existe une clause d'exigibilité en cas de changement d'actionnaire pour un montant de 20 885 K€.

Intégration fiscale

Néant.

Consolidation

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Baikowski (Siret : 30397038800011) dont le siège social est situé 1046 route de Chaumontet 74330 POISY. Ses comptes consolidés sont disponibles sur le site internet du Groupe.

Faits marquants de l'exercice

La société Baikowski a procédé à l'acquisition de la totalité des titres de la société Mathym le 30 septembre 2019.

Evènements postérieurs à la clôture

La pandémie de Covid19 et les mesures de confinement prises en France par le gouvernement sont susceptibles d'affecter les opérations et projets, ainsi que la situation financière du Groupe.

Un suivi régulier de l'évolution de la pandémie et des mesures à respecter est réalisé par le Groupe. Le Groupe a ainsi :

- recours au télétravail
- annulé temporairement les déplacements et formations
- fourni les éléments de sécurité nécessaires pour la poursuite d'une activité réduite (gel hydroalcoolique, masque)
- communiqué aux salariés les préconisations du gouvernement (notamment sur l'importance du respect des gestes "barrières").

La situation évoluant rapidement, l'évaluation des impacts est à ce jour difficilement quantifiable. Le Groupe a identifié comme principaux risques :

- impacts sanitaires sur les salariés et les prestataires,
- perturbation des chaînes d'approvisionnement et de livraison,
- impacts des mesures de confinement sur les filiales étrangères,
- le ralentissement de l'activité économique pourrait réduire la demande de certains marchés (automobile, horlogerie, éclairage traditionnel)

Le Groupe a recours au dispositif d'activité partielle mis en place par le gouvernement pendant la période de confinement

Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés :

La société utilise principalement des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change résultant de ses activités opérationnelles. Toutes les opérations sont conformes à la politique interne de gestion des risques de taux de change et répondent aux critères de la comptabilité de couverture.

Pour les couvertures d'actifs ou passifs existants, les instruments dérivés de couverture de change sont évalués à leur juste valeur au bilan et la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat. Le résultat de la couverture est présenté dans la même rubrique (exploitation, financier, exceptionnel) que l'élément couvert. Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisations communément utilisés prenant en compte les données issues des marchés actifs.

Au 31 décembre 2019, la comptabilisation de ces instruments a impacté le résultat opérationnel pour un montant de +91 K€ (nominal de 461 000 K JPY).

Au 31 décembre 2019, la comptabilisation de ces instruments dérivés a impacté les comptes de l'entreprise de la manière suivante :

- Résultat opérationnel : +91 K€ au titre des gains/pertes de change latents sur la revalorisation du résultat d'exploitation au cours couvert
- Bilan : +91 K€ revalorisation du résultat d'exploitation au cours couvert.

3.8.2.3. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations brutes (en K€)	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 323		330
Terrains	1 327		117
		Dont composants	
Constructions sur sol propre	9 902		661
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 875		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	47 359		1 082
Installations générales, agenc., aménag.	2 631		1 089
Matériel de transport	55		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	531		59
Immobilisations corporelles en cours	1 774		2 420
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	69 454		5 428
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 680		4 499
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	267		42
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 947		4 541
TOTAL GENERAL	72 724		10 299

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 653	
Terrains		48	1 395	
Constructions sur sol propre			10 563	
Constructions, installations générales, agenc.			5 875	
Installations techn., matériel et outillages ind.			48 441	
Installations générales, agencements divers			3 720	
Matériel de transport			55	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			590	
Immobilisations corporelles en cours	3 201		993	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 201	48	71 633	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			6 179	
Prêts et autres immobilisations financières			309	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			6 488	
TOTAL GENERAL	3 201	48	79 774	

Amortissements (en K€)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	892	150		1 041
Terrains				
Constructions sur sol propre	5 303	308		5 612
Constructions installations générales, agenc., aménag.	3 704	260		3 964
Installations techniques, matériel et outillage industriels	36 683	2 372		39 056
Installations générales, agenc. et aménag. divers	1 025	295		1 321
Matériel de transport	9	12		21
Matériel de bureau et informatique, mobilier	332	67		398
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	47 057	3 315		50 372
TOTAL GENERAL	47 949	3 465		51 413

3.8.2.4. Provisions et dépréciations inscrites au bilan

(en milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour litiges	700		700	
Provisions pour pertes de change	1	95	1	95
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 270	102		1 372
Autres provisions pour risques et charges	103	123	73	153
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 074	320	773	1 621
Dépréciations immobilisations corporelles	418		54	364
Dépréciations autres immobilis. financières		8		8
Dépréciations stocks et en cours	2 372	1 337	3 158	552
Dépréciations comptes clients	109	111	111	109
DEPRECIATIONS	2 899	1 457	3 323	1 033
TOTAL GENERAL	4 973	1 777	4 096	2 653
Dotations et reprises d'exploitation		1 769	4 096	
Dotations et reprises financières		8		

3.8.2.5. Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Prêts	81			81
Autres immobilisations financières	228			228
Clients douteux ou litigieux	120	120		
Autres créances clients	5 915	5 915		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	10	10		
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 053	1 053		
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	534	534		
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	111	111		
Etat, autres collectivités : créances diverses	42	42		
Groupe et associés	1 412	1 412		
Débiteurs divers	280	280		
Charges constatées d'avance	67	67		
TOTAL GENERAL	9 853	9 544		309
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	28			
ETAT DES DETTES (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	20 885	3 934	14 428	2 523
Emprunts et dettes financières divers	2 239	2 239		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 303	4 303		
Personnel et comptes rattachés	878	878		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 447	1 447		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	7	7		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	194	194		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	503	503		
TOTAL GENERAL	30 456	13 505	14 428	2 523
Emprunts souscrits en cours d'exercice	8 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 811			

3.8.2.6. Charges à payer

CHARGES A PAYER (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	9	5	4
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	9	5	4
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH			
FOURN. FACTURES NON PARVENUES	869	880	-11
FOUR. IMMO FACT NON PARVENUES	95	25	70
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	965	906	59
DETTES FISCALES ET SOCIALES			
DETTES PROV. CONGES A PAYER	460	478	-18
DETTES PROV.PARTICIP. SALARIES	0	194	-194
PERSONNEL AUT. CHGES 14E MOIS	150	144	5
PERSONNEL AUT. CHGES REMVAR	214	259	-46
ORGAN. SOC. CHARGES A PAYER	491	519	-27
ETAT CHARGES A PAYER	52	75	-22
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 367	1 669	-302
TOTAL CHARGES A PAYER	2 341	2 581	-240

3.8.2.7. Charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES AVANCE	67	83	-16
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	67	83	-16

3.8.2.8. Produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR (en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
FOURN.AVOIRS A RECEVOIR	9	3	6
INDEMNITES JOURNALIERES	10	0	10
ETAT, PRODUITS A RECEVOIR	42	2	41
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	62	5	57

3.8.2.9. Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances	1		1	79
Dettes financières	94		94	
Dettes d'exploitation				5
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	95		95	84

3.8.2.10. Capital

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 671 665			1,25

Actions de performance

Dans le cadre de l'article L.225-197-1 et suivant du Code du commerce et des autorisations votées en Assemblées Générales, le Conseil d'administration a attribué 8 600 actions gratuites de performance à ses mandataires sociaux, et 8 880 actions gratuites de performance à certains salariés de Baikowski le 5 mars 2019. Ces attributions ont pour objectif d'encourager la réalisation des objectifs long terme de Baikowski et la création de valeur qui doit en découler pour les actionnaires.

Pour ce faire, l'acquisition définitive d'une partie des actions est soumise à des conditions de performance et à l'obligation de présence au sein de la société à la date définitive d'acquisition soit le 30 avril 2022 et le 30 avril 2023 pour le plan de performance à ses mandataires sociaux décidé en 2019, et le 30 avril 2022 pour le plan de performance à certains salariés de Baikowski décidé en 2019.

Au 31 décembre 2019, demeurent 17 480 actions de performance en période d'acquisition autorisée par les Conseils d'administration du 5 mars 2019. Au titre de cette attribution, la société a provisionné au cours de l'exercice 2019, une charge de 46 940 euros. Les 17 480 actions gratuites de performance restant attribuables sont les seuls éléments potentiellement dilutifs existants chez Baikowski SA.

(en milliers d'euros)	Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	15 023
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	4 486
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	19 509
Variation en cours d'exercice :	
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	-23
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	19 486
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	-23

3.8.2.10. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	2 547	-541	3 088
Résultat exceptionnel à court terme	23	6	17
RESULTAT COMPTABLE	2 570	-535	3 105

3.8.2.11. Situation fiscale latente

Rubriques	Montant
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	37
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	-26
TOTAL ALLEGEMENTS	11
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-11

3.8.2.12. Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié
CADRES	31
AGENTS DE MAITRISE/TECHNICIENS	47
EMPLOYES OUVRIERS	52
TOTAL	130

3.8.2.13. Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
VAT 2 361 000 000 JPY	9 743				9 743
Nantissements titres	4 700				4 700
LOCATION SIMPLE	357				357
TOTAL	14 800				14 800

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
Caution	212				212
TOTAL	212				212

Le Groupe bénéficie également d'une garantie d'actif/passif jusqu'au 31 janvier 2023. A chaque date d'anniversaire de l'acquisition, le montant de la garantie est ajustée
 Pour la première année, le montant de la garantie d'actif/passif est de 800 k€ (montant plafond de la garantie)

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL					

3.8.3. Filiales et participations

Dénomination	Capital	O.P. Détenue	Val. Brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux propres	Divid.encaiss.	Val. Nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ALKO	100	100	643	1 031	1 241
	200	0	643		18
BAIKOWSKI INC CORP (RESULTAT 1 € = 1,1196 USD)	45	100	762	-2 169	7 812
	5 126	2 155	762		1 744
MATHYM	44	100	4 499	381	371
	-179	0	4 499		-849
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
BAIKOWSKI INC JAPAN (RESULTAT 1 € = 122,072 JPY)	574	50	243		25 013
	12 215	273	243		1 368
BAIKOWSKI KOREA CORP (RESULTAT 1 € = 1 296,28 KRW)	116	33	33		623
	637	7	33		11
AUTRES PARTICIPATIONS					
Néant					